

Questions orales

que le tribunal se prononce, ce qui transformerait le processus d'évaluation en enquête de coroner.

Le ministre a-t-il essayé d'obtenir, par l'entremise du premier ministre du Canada, que le premier ministre de la Saskatchewan règle la question par la voie politique et non par les tribunaux, qu'il retarde le projet afin que soit évalué le tort irréparable, ou ce tort irréparable est-il aussi acceptable pour le premier ministre du Canada qu'il l'est pour le premier ministre Devine?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, comme je l'ai dit à des collègues d'en face plus tôt aujourd'hui, nous entreprenons toutes les démarches en justice nécessaires afin d'assurer une évaluation complète du projet.

Je suis pleinement conscient des éléments de cette affaire qui permettent de croire que nous aurions gain de cause en appel et que nous pourrions alors effectuer une évaluation environnementale complète. C'est là où nous en sommes, et nous espérons voir nos efforts couronnés de succès.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, la construction du barrage Rafferty-Alameda est autorisée par un deuxième permis fédéral émis en vertu de la Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux.

Le ministre attend-il du public canadien qu'il croie que le gouvernement fédéral, qui a émis un deuxième permis, est impuissant à modifier ce permis, à le suspendre ou à l'annuler pour que soit évalué le tort irréparable à notre environnement? Pense-t-il qu'un seul Canadien croira que le tort irréparable cause de l'inquiétude alors que le gouvernement reste inactif?

• (1440)

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, les faits concernant le permis sont tout à fait clairs. Je les ai exposés plus tôt; je vais les répéter.

Le permis a été délivré. Un certain nombre de conditions y sont attachées. Je crois qu'il y en a 22. Elles ont toutes été respectées jusqu'ici, et le gouvernement du Canada agirait dans l'illégalité totale s'il le révoquait unilatéralement à cette étape.

[Français]

L'ÉNERGIE

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et elle a trait à la souveraineté du Canada en matière de politique énergétique.

[Traduction]

Pour la deuxième fois en deux semaines, le premier ministre Bob Rae a bradé une partie du Canada en accordant l'autorisation provinciale pour l'acquisition de Consumers Gas par British Gas.

Des voix: Oh, oh!

Mme Copps: Je voudrais demander au ministre fédéral de l'industrie s'il est prêt à s'engager là où Bob Rae refuse de s'aventurer et s'il est prêt à utiliser les pouvoirs considérables dont il dispose grâce à Investissement Canada pour bloquer l'acquisition de Consumers Gas par British Gas.

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président je suis ravi de pouvoir dire à la députée d'Hamilton-Est que je suis sur la même longueur d'onde que le premier ministre Rae et l'ancien premier ministre Peterson qui avait accepté l'entente avant d'être battu.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président je peux simplement espérer que le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie suivra mon conseil de la semaine dernière et demandera à Investissement Canada de bloquer la vente. S'il a l'intention de le faire, pourrait-il nous dire quelles ont été ses instructions à Investissement Canada?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, bien sûr que non car, comme le gouvernement de l'Ontario l'a reconnu deux fois, nous considérons que l'investissement étranger n'est pas un péché et peut apporter beaucoup d'avantages au Canada; c'est d'ailleurs ainsi que l'ont perçu les deux gouvernements successifs de l'Ontario. Nous estimons qu'ils ont raison. C'est pour ça que nous avons accepté la vente.

Ma collègue, la députée de Hamilton-Est, devrait savoir que les investissements sont une bonne chose pour le Canada et nous espérons qu'elle les appuiera, en commençant par celui-ci.